NI AUTOCHTONES NI COLONS : LA PLACE DES AFRICAINS DANS LE MODÈLE CANADIEN DES « NATIONS FONDATRICES »

CHARMAINE A. NELSON

Charmaine A. Nelson est professeure agrégée d'histoire de l'art à l'Université McGill. Ses intérêts de recherche et d'enseignement incluent la théorie féministe noire et postcoloniale, les études sur l'esclavage transatlantique et les études sur la diaspora des noires. Elle est l'auteur de cinq livres, dont *Ebony Roots, Northern Soil : Perspectives on Blackness in Canada* (Cambridge Scholars Press, 2010). Son sixième livre, intitulé *Slavery, Geography, and Empire in Nineteenth-Century Marine Landscapes of Montreal and Jamaica* (Ashgate, Royaume-Uni), va être publié au printemps 2016.

Le pouvoir de narrer, ou d'empêcher la formation ou l'émergence de récits autres, est une caractéristique fondamentale de la culture et de l'impérialisme, et représente un des principaux liens entre eux.
— Edward Said, Culture and Imperialism, 1993

Les colons sont des fondateurs ; ils établissent leurs ordres politiques et emmènent leur souveraineté avec eux. — Lorenzo Veracini, Settler Colonialism: A Theoretical Overview, 2010

Il est impossible de séparer l'identité nationale canadienne de ses racines impériales britanniques et françaises, de cet univers transatlantique par lequel les métropoles se sont engraissées à travers le commerce de produits provenant des plantations esclavagistes. Comme le note Said, le contrôle de la narration était une pièce maîtresse de la puissance coloniale, sous-tendant le projet impérial de l'expansion géographique. Veracini nous rappelle cependant que le rôle du colon était à la fois idéologique et matériel dans son désir de reproduire l'Europe en ce « Nouveau Monde » et d'y établir la primauté du citoyen blanc.

L'excision trop fréquente du Canada de ses origines transatlantiques impériales facilite la propagation du mythe omniprésent de la tolérance raciale et l'effacement des « autres » peuples fondateurs, notamment des Africains, qui ne font ni partis de la population indigène du continent ni des colons. En effet, l'esclavage faisait partie des premiers efforts de colonisation du Canada et impliquait à la fois l'asservissement des populations autochtones et africaines locales et un investissement dans l'esclavage à l'étranger, notamment sur les plantations tropicales des Caraïbes. Un avis, qui avait été publié dans la Gazette de Halifax de 1752, faisait état de la vente de six esclaves africains, la première était décrite comme « Une négresse, fort

probablement gueuse, d'environ trente-cinq ans, d'origine créole ».[1] Comme le note William Renwick Riddell, le terme « créole » indique que l'individu provenait des Caraïbes.[2] À cette même époque, un registre d'entreprise de 1797 fait état de la transaction commerciale de milliers de gallons de rhum (tonneaux) importés des territoires esclavagistes des Antilles britanniques par le marchand écossais James McGill.[3] Ainsi, comme beaucoup d'autres de sa classe ou d'une classe inférieure, McGill non seulement participait à l'asservissement des populations autochtones et africaines au Canada, mais il s'est enrichi par sa participation dans l'esclavage de plantation se produisant à l'étranger.[4]

Bien que les pratiques esclavagistes françaises et britanniques remontent au XVII[e] siècle, et que le premier individu noir est arrivé en 1605 (Mathieu da Costa), la plupart des Canadiens ne sont pas du tout au courant de ce passé. Au lieu, on nous apprend très tôt à célébrer notre rôle dans la libération des esclaves afro-américains pendant l'Underground Railroad (1833-1861), et de jeter un regard désapprobateur sur nos voisins américains pour leur pratique de l'esclavage de plantation. Mais ce qui est excisé dans ce processus d'amnésie sélective est plus de deux cents ans pendant lesquels nous (Canadiens) avons été asservi.

En effet, les incursions des « peuples fondateurs » en esclavagisme étaient loin d'être accidentelles. En 1688, l'administrateur colonial de la Nouvelle-France (qui deviendra plus tard le Québec), Jean-Baptiste de Lagny (Sieur des Bringandières), avait déposé une requête auprès du gouverneur, Jacques-René de Brisay (Marquis de Denonville), et de l'intendant, Jean Bochart de Champigny, afin qu'ils se tournent vers la France pour des esclaves. Sa requête plaidait explicitement en faveur de l'importation d'esclaves de l'Afrique, citant l'étendue extraordinaire du travail dans la colonie comme un obstacle au développement qui pourrait être remédié par le travail forcé des esclaves.[5] Au milieu du XVIII[e] siècle, l'esclavage était très bien établi dans des endroits comme la Nouvelle-Écosse, où les annonces faisant état de la vente d'esclaves et de la fuite de certains esclaves étaient devenues monnaie courante dans les pages de la Halifax Gazette. Mais alors que nous sommes habitués à concevoir les Français et les Britanniques comme des ennemis mortels, ce type d'hostilités ont rapidement été mises de côté au profit de la poursuite d'intérêts communs qui passaient par la marginalisation de populations raciales spécifiques. Ainsi, bien qu'étant de féroces adversaires à d'autres égards, les Français et les Britanniques cohabitant dans la colonie convenaient sur la nécessité de maintenir l'esclavage. Comme Robin Winks l'explique, après 1760, l'esclavage était « spécifiquement protégé par les termes du traité de capitulation entre l'Angle-

1 Joshua Mauger, « Advertisements, JUST imported » Halifax Gazette, 30 mai, 1752, p. 2.

2 William Renwick Riddell, « Slavery in the Maritime Provinces » *The Journal of Negro History*, Vol. 5, No. 3 (Juillet 1920), p. 360.

3 James McGill, Cash Book, accession #: 0000-1207.01.0, les Archives de l'Université McGill, Université McGill, Montréal.

4 Marcel Trudel, *Dictionnaire des Esclaves et de leurs Propriétaires au Canada Français* (La Salle : Éditions Hutubise HMH Ltée, 1990), p. 108 ; Frank Mackey, Done with Slavery: The Black Fact in Montreal 1760–1840 (Montreal: McGill-Queen's University Press, 2010), pp. 72, 443 (note # 130).

5 Robin Winks, « The Blacks in Canada: a History » *International Journal of Canadian Studies*, vols. 33–34(2006), p. 16.

terre et la France ».[6]

Mais si la narration comprend non seulement la représentation officielle, mais également la représentation non officielle, des traces et des énoncés, et si être un fondateur signifie non seulement de posséder le pouvoir idéologique et le contrôle physique du territoire, mais de participer réellement aux durs travaux de la colonie, alors les esclaves et les noirs libres et les peuples autochtones ont également été des peuples fondateurs. Toutefois, étant donné que le triste destin de tout groupe marginalisé est la perte de leur pouvoir d'autoreprésentation, les Canadiens noirs (surtout les esclaves) ont historiquement été privés de ressources culturelles, économiques et matérielles, ainsi que du temps libre qui leur aurait autrement permis de laisser des traces importantes de leurs vies. Le pouvoir de créer et de contrôler leurs propres récits canadiens, et d'avoir leurs narrations légitimées et préservées, leur a été nié.

Mais une des archives qui nous révèle clairement la résistance continue des Canadiens noirs contre la privation, la surveillance et la violence de l'esclavagisme est l'archive des esclaves fugitifs. La tentative de retrouver un esclave fugitif nécessitait de divulguer plusieurs détails, certaines desquels allaient à l'encontre de l'idée qu'un esclave est un individu faible d'esprit et paresseux nécessitant d'être contrôlé. Lorsqu'en 1779, une esclave noire nommée Cash s'est libérée de l'emprise de son patron, un tailleur de la région de Québec nommé Hugh Ritchie, celui-ci a placé une annonce détaillée dans le journal. En voici un extrait :

> *« FUGITIVE…une servante négresse nommée CASH, âgé de vingt-six ans, mesurant environ 5 pieds 8 pouces, parle très bien anglais et français ; elle s'est enfuie avec une quantité considérable de lin et* d'autres effets de valeur ne lui appartenant pas… *il est probable qu'elle change de vêtements… »*[7] (Emphase de l'auteure)

L'annonce de Ritchie laisse entendre que Cash était une criminelle, et non seulement en raison d'avoir commis l'acte paradoxal de « s'auto-voler », mais également pour avoir pris la fuite avec des « effets de valeurs ne lui appartenant pas ».[8]

Mais les détails de l'évasion de Cash révèlent également la possibilité que des vêtements raffinés puissent servir de déguisement permettant à une esclave fugitive de « passer » pour une personne libre. Ce qui est remarquable des vêtements de Cash n'est pas uniquement la quantité de vêtements avec lesquels elle a pris la fuite (un signe de son intelligence et de sa prévoyance), mais également le raffinement et la qualité de ces vêtements. Alors que les vêtements des esclaves étaient régulièrement décrits comme vieux ou usés, leurs couleurs ternes évoquaient aussi leur âge. En revanche, uniquement

6 Winks, « The Blacks in Canada » p. 23.

7 Hugh Ritchie, « RAN-AWAY, From the Subscriber » Quebec Gazette, 4 novembre 1779 ; reproduit dans Mackey, « Appendix I: Newspaper Notices » pp. 323, 536 (note #34).

8 Marcus Wood, « Rhetoric and the Runaway: The Iconography of Slave Escape in England and America » dans Blind Memory: Visual Representations of Slavery in England and America, 1780–1865 (Manchester, Manchester University Press, 2000), p. 79.

un des vêtements de Cash a été décrit comme vieux, son corset.[9] La gamme de vêtements avec lesquels Cash a pris la fuite — « une cape de satin noire, des chapeaux, des bonnets, des chiffons, des rubans, six jupons sur sept » — démontre non seulement que sa tenue était très féminine, mais aussi qu'elle ressemblait davantage aux tenues des femmes de la haute société et non pas à une tenue utilitaire associée aux esclaves. Alors que Rebecca Earle note que des observateurs blancs du XIX[e] siècle écrivaient des commentaires désobligeants à propos de l'appropriation des toilettes des femmes blanches de la classe supérieure par les femmes noires des Caraïbes et d'Amérique du Sud, par exemple de leur appropriation d'accessoires incontournables tels que les parasols et les gants qui contrastaient avec les corps bronzés et musclés des femmes esclaves, il n'est pas clair si des vêtements tels que ceux de Cash attiraient l'attention et la dérision des blancs du Québec et de la Nouvelle-Écosse.[10]

Alors que, comme le note David Waldstreicher, les individus qui étaient le plus asservis ne possédaient qu'un seul ensemble de vêtements, le fait que Cash disposait d'une garde-robe aussi abondante était évidemment en lien direct avec le fait qu'elle était l'esclave de Hugh Ritchie, un tailleur.[11] Cependant, plutôt que de simplement supposer que les connaissances de Cash au niveau de la création, de la réparation et de l'entretien de vêtements lui ont été appris par Ritchie, nous devons plutôt nous demander dans quelle mesure Rictchie s'est enrichie par l'esclavage et le travail forcé de Cash et *ses connaissances à elle*. Ceci est peut-être la raison pour laquelle, après avoir déclaré qu'elle avait pris la fuite avec des « effets » volés, Ritchie a également reconnu qu'« elle a également pris avec elle un gros paquet de vêtements *lui appartenant.* »[12] (emphase de l'auteure).

Une partie fondamentale du processus de la construction d'une nation est la gestion des « populations raciales indésirables ».[13] Cette façon de gérer fonctionne de façon à positionner ces populations comme des intrus dans le projet impérial. Si le fait d'accepter le modèle de « nations fondatrices » est de centrer certaines populations blanches au prix de la réification de la marginalisation des autres, alors il est grand temps de nous diriger vers un autre paradigme ; celui dans lequel ceux qui, comme Cash, ont participé aux durs labeurs lors de la formation du pays sont également commémorés.

9 Ritchie, « RAN-AWAY ».

10 Rebecca Earle, « 'Two Pairs of Pink Satin Shoes!': Race, Clothing, and Identity in The Americas (17th-19th Centuries) » History Workshop Journal, No. 52 (août 2001), p. 184.

11 David Waldstreicher, « Reading the Runaways: Self-Fashioning, Print Culture, and Confidence in Slavery in the Eighteenth-Century Mid-Atlantic » The William and Mary Quarterly (avril 1999), p. 252.

12 Ritchie, « RAN-AWAY ».

13 Eva Mackey, The House of Difference: Cultural Politics and National Identity in Canada (Toronto: University of Toronto Press, 2002), p. 23.